« Il est temps que l'État revienne à sa juste place »

#REF21 En ouverture, à Paris, de la Rencontre des Entrepreneurs de France placée sous le signe de la liberté, Geoffroy Roux de Bézieux en a profité pour s'adresser au futur président de la République.

Un air de liberté souffle, depuis hier, sur l'hippodrome parisien de Longchamp qui accueille la Rencontre des Entrepreneurs de France (REF), ex-Université du Medef. Normal puisque cette troisième édition est intitulée « A l'air libre ». Libre de bouger, de penser, de commercer… Et surtout de dire la vérité, *« Même si elle est parfois difficile à entendre »*, estime Geoffroy Roux de Bézieux, président du Mouvement des entreprises de France (Medef), agacé par tous ceux qui clament que *« nous vivons dans une dictature et que nos libertés sont piétinées. Notre rôle à nous, les entrepreneurs, est de dire la vérité parce que nous sommes, au quotidien, en prise directe avec l'économie réelle et que les 190 000 entreprises adhérentes du Medef donnent en temps réel le retour du terrain »*.

Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, a la parole libre. (Photos I.A.)

Pas de transition écologique sans nucléaire

Et ce retour, c'est notamment la transition écologique, un défi majeur qui ne peut s'accomplir sans le nucléaire, seul à même de fournir la quantité d'électricité nécessaire pour décarboner l'économie. *« Les premiers écologistes, ce sont les entreprises et les entrepreneurs engagés dans un processus de décarbonation de leur production. »* Et de demander la mise en place rapide d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe. Autre vérité du patron des patrons : cette décarbonation *« ne sera pas un long fleuve tranquille. Des milliers d'entreprises et d'emplois vont disparaître »*. Charge aux entrepreneurs d'inventer ce que Geoffroy Roux de Bézieux appelle le *« capitalisme décarboné »*. Et d'alerter sur deux dangers qui mettent en péril la reprise : les pénuries – conjoncturelles – des matières premières et les difficultés à recruter dues notamment à *« l'inadéquation entre la formation, les compétences et les attentes des entreprises. C'est pour cela que nous demandons que la réforme de l'assurance chômage soit mise en place le plus rapidement possible »*.

> **“ Travailler plus et plus longtemps”**

Feuille de route pour le futur chef de l'État

Puisque la présidentielle se profile à l'horizon, le président fait un appel du pied au futur candidat et lui dessine sa feuille de route en trois points. *« Le premier défi est celui du financement de notre protection sociale. La seule manière d'y répondre est de travailler plus et surtout plus longtemps. Le prochain président de la République devra reculer l'âge de départ à la retraite. »* Pour résoudre le problème de la dette publique, il faut aussi maintenir les baisses d'impôts et que le poids des dépenses publiques revienne dans la moyenne européenne. *« Il est temps que l'État revienne à sa juste place. Nous soutenons la fin du quoi qu'il en coûte de manière résolue. Nous ne sommes pas devenus des entrepreneurs pour vivre des aides de l'État. »* Deuxième défi du candidat à la présidence : l'éducation *« car nous sommes entrés dans l'économie de la compétence et de la connaissance et que le niveau de formation d'un pays est au moins aussi important que le niveau de prélèvement obligatoire »*. En apparence éloigné du monde de l'entreprise, le dernier défi auquel devra répondre le prochain hôte de l'Élysée concernera l'intégration. *« Refaire bloc autour de la France, ses valeurs… »* en s'appuyant sur les partenaires sociaux. Dernier conseil du président du Medef : *« Avoir le courage de dire la vérité lors de sa campagne, même si elle est dure à encaisser. »*

A PARIS, KARINE WENGER
kwenger@nicematin.fr

Sans le soutien de Bercy

« Nous sommes déjà sortis du quoi qu'il en coûte », a déclaré, hier, Bruno Le Maire lors de son allocution à la REF. Si l'économie redémarre vite et fort avec des perspectives de croissance de 6 %, le ministre de l'Économie admet qu'il faudra continuer à faire du sur-mesure pour soutenir les secteurs qui en ont besoin comme la culture, la restauration, les voyagistes… *« afin de retrouver une économie libre, créatrice d'emploi et de richesse sans le soutien de l'État »*. Ce qui permettra d'affecter ledit soutien au futur plan de relance, notamment à la création de nouvelles filières industrielles comme l'hydrogène vert, la 6G, le calcul quantique, les biotechnologies ou l'intelligence artificielle.

« Il faut sortir de ce chômage trop rémunéré »

Philippe Renaudi, le président de l'Union pour l'entreprise 06, est d'accord avec la décision du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, de réduire les aides aux entreprises *« pour ne pas continuer à endetter la France et si cela se fait sans heurts »*. Mais son cheval de bataille, ce sont les offres d'emploi non pourvues. *« La France a un taux de chômage de 8 % alors que dans d'autres pays, il n'est que de 4 %. Il y a de l'activité mais les entreprises n'arrivent pas à recruter. Il faut sortir de ce chômage trop rémunéré pour inciter les gens à aller travailler. »* Egalement dans l'escarcelle de propositions du président de l'UPE06, *« la formation à condition qu'elle réponde aux attentes des entreprises. Il est nécessaire d'aiguiller les jeunes vers les secteurs qui sont sous tension. »* Ce que l'UPE06 fait déjà en partenariat avec Pôle Emploi.

Une trentaine d'adhérents de l'UPE06 et de la FEDEM (fédération des entreprises monégasques) a accompagné Philippe Renaudi à la REF21. (Photo I.A.)

L'inconnue du remboursement des aides

La fin du *« quoi qu'il en coûte »* est loin d'être une catastrophe pour Véronique Maurel, présidente adjointe de l'Union patronale du Var (UPV) qui a emmené dans ses bagages une délégation de sept membres. *« Pour un chef d'entreprise, il est important de travailler. On ne peut pas être perfusé sans arrêt. »* *« L'inconnue,* complète Thierry Balazuc, secrétaire général du syndicat patronal, *c'est plutôt lorsque les entrepreneurs devront rembourser le PGE et les dettes de l'Urssaf. Il faut militer pour trouver des solutions souples, au cas par cas »*, en tenant compte des secteurs toujours impactés comme la restauration, l'événementiel, le tourisme… Et de suggérer d'étaler le remboursement des prêts sur une durée plus longue. *« Mais le problème, aujourd'hui,* reprend la présidente adjointe de l'UPV, *c'est le recrutement. On n'arrive pas à embaucher. » « Les chefs d'entreprise doivent retrouver la confiance »*, conclut Thierry Balazuc. Et l'UPV les y aide en les accompagnant au quotidien.

Véronique Maurel et Thierry Balazuc de l'UPV. (Photo K.W.)